

# alternatives

## INTERNATIONAL

JUIN 2005, NUMÉRO 1 • [HTTP://ALTERNATIVES-INTERNATIONAL.NET/](http://alternatives-international.net/)

### Sharon vote Hamas

Les élections municipales palestiniennes en mai dernier ont marqué une grave défaite pour le Fatah, le parti du Président de l'Autorité Palestinienne Mahmoud Abbas et en même temps un succès pour le Hamas qui gagne les grandes villes dans la Bande de Gaza ainsi que Qalqilla en Cisjordanie. Si le Fatah reste le premier parti en termes d'élus, le Hamas le dépasse en nombre de voix. Ce recul spectaculaire est en partie le résultat de l'identification du Fatah au personnel corrompu et impotent de la précédente Autorité Palestinienne. Un «vote de protestation» en fin de compte. Moins connu toutefois est le rôle joué dans le contexte par le Premier ministre israélien, Ariel Sharon. Tout au long des derniers mois, Abbas a promis à son peuple qu'un arrêt de la résistance obligerait Israël à ré-

duire la violence de l'occupation et à mettre en œuvre ses engagements sur le gel de la colonisation, tels que signés dans la feuille de route du Quartette. Entre-temps, le Président palestinien a convaincu l'ensemble des organisations palestiniennes à déclarer une trêve unilatérale avec Israël (celle-ci a été jusque récemment respectée). Qu'est-ce que les Palestiniens ont reçu en échange ? À part la libération de prisonniers (très majoritairement en fin de peine) et l'ouverture d'une quinzaine de barrages, Sharon a maintenu la même politique : assassinats par missiles téléguidés et autrement, destructions de maison, arrestations et incursions dans les villes palestiniennes. Et surtout, la colonisation s'est dramatiquement accélérée, en particulier autour de Jérusalem. Il est facile à comprendre alors que Abbas a perdu



aux yeux des Palestiniens beaucoup de crédibilité. Élu Président pour remplacer Yasser Arafat, il devait, - et doit encore- améliorer la situation, mais ça ne marche pas. On ne peut qu'en tirer une conclusion : Sharon ne veut pas de Mahmoud Abbas car à terme, il pourrait être présenté comme un interlocuteur avec lequel il faudra négocier. Sharon dans la lignée de Bush mise sur

l'unilatéralisme (dont fait partie le redéploiement unilatéral de Gaza) et pour cela il lui faut un non-interlocuteur. Hamas ferait bien l'affaire.

**Michel Warshavsky**

Warshavsky co-préside Alternative Information Center (AIC) à Jérusalem <http://alternativenews.org/>



### Dans ce numéro

- Sharon vote Hamas .....2
- Pourquoi Alternatives-International ?.....2
- Alternatives-International en action.....2
- Le château de sable américain .....3
- La lutte pour la paix en Inde .....4
- L'Europe que nous voulons .....5
- Bolivie : l'insurrection rampante.....6
- Le Maroc à l'heure du FSM .....7
- La saison de la lutte en Afrique du Sud.....8



# Pourquoi Alternatives-International ?

Avec l'essor du capitalisme néolibéral et la disparition du grand « compétiteur » qu'était l'Union Soviétique, un nouveau système impérial se construit à travers de nouvelles guerres, la transformation de l'ONU en une chambre d'enregistrement des décisions américaines, le contrôle renforcé des institutions financières et commerciales, etc. De l'autre côté, le mouvement citoyen mondial s'affirme. Le Forum social mondial (FSM), au départ une rencontre, s'efforce de devenir un processus mondial, permanent, articulé, de réseautage, de création d'une nouvelle culture, de nouvelles « valeurs » d'un mouvement social.

Pour le moment, ce mouvement ne se traduit pas par un projet ou une représentation politique univoque. Mais il s'y dessine à l'évidence des principes communs et des lignes de convergence qu'il est indispensable, pour sa maturation et son efficacité, de renforcer. Nos luttes et résistances sont le ciment d'une large alliance contre un système basé sur le sexisme, le racisme et la violence.

Pour être à la hauteur de tous ces défis, nous avons décidé de faire converger nos efforts et de créer le Réseau « Alternatives – international », qui regroupe des associations de plusieurs pays dans le but de renforcer les synergies et les actions communes. Nous voulons être à la fois :

- Un réseau de mouvements sociaux qui se reconnaissent comme des acteurs importants dans la lutte pour la transformation sociale et politique.
- Un réseau qui promeut des actions de solidarité à l'échelle internationale, pour la démocratie, la justice sociale, les droits et le développement durable, contre l'impérialisme, le militarisme, le racisme.

Huit organisations ont signé l'appel dont le texte au complet ainsi que plusieurs autres documents sont accessibles à : <http://alternatives-international.net>

ALTERNATIVES INTERNATIONAL  
<http://alternatives-international.net/>

SECRÉTARIAT  
3720, avenue du Parc, Montréal,  
Québec, Canada H2X 2J1

MEMBRES DU BUREAU

- Kamal Lahbib ([lahbib@wanadoo.net.ma](mailto:lahbib@wanadoo.net.ma))
- Gustave Massiah ([guma@globenet.org](mailto:guma@globenet.org))
- Pierre Beaudet ([pbeaudet@alternatives.ca](mailto:pbeaudet@alternatives.ca))



## Alternatives-International en action

Alter-Inter, c'est un réseau qui réfléchit et qui intervient, y compris sur le terrain par le biais d'initiatives communes et-ou spécifiques. Au **Pakistan**, Alter-Inter travaille avec un mouvement social d'une grande envergure et qui occupe un rôle central dans l'articulation de la résistance populaire au Pakistan, le Pakistan Fisherfolks Forum (PFF). C'est une association qui regroupe plusieurs milliers de membres parmi les communautés côtières de ce pays. Son influence s'étend jusqu'à Karachi, la mégapole pakistanaise où les conflits sont multiples. Le PFF combat l'emprise des multinationales sur les ressources de la mer, lesquelles travaillent main dans la main avec le gouvernement et l'armée, sous prétexte de « lutte contre le terrorisme ». Pour plus détails : [www.alternatives.ca/article1468.html](http://www.alternatives.ca/article1468.html).

En **Palestine**, Alter-Inter est à l'œuvre avec l'AIC (voir l'article de Michel Warshavsky), ainsi qu'avec un regroupement d'enseignements, le « Teachers Creativity Center » et qui vient récemment d'organiser une conférence à Ramallah sur l'impact de la mondialisation sur l'éducation en Palestine et dans le monde arabe ([www.teacherscc.org/](http://www.teacherscc.org/)). Au **Brésil**, Alternatives-International est actif via l'association Terrazul-Alternatives, un mouvement « éco-socialiste principalement à l'œuvre dans le Nordeste brésilien, via un travail de plaidoyer sur le développement durable, via également des microprojets au niveau environnemental, et productif (Informations : [www.terrazul.m2014.net/rubrique.php?id\\_rubrique=36](http://www.terrazul.m2014.net/rubrique.php?id_rubrique=36)).



En **République démocratique du Congo**, Alternatives-International travaille avec une vaste coalition d'organisations locales dans le développement et la gestion d'un portail qui rend accessible l'information sur et du mouvement associatif ([www.societecivile.cd](http://www.societecivile.cd)). En **Hongrie** et en **Roumanie**, Alter-Inter travaille avec plusieurs organisations écologistes et altermondialistes qui oeuvrent au développement de forums sociaux nationaux et régionaux.

**Pierre Beaudet**  
Beaudet est le directeur  
d'Alternatives basé à Montréal

# Le château de sable américain

**Quelque temps après l'invasion de l'Irak, le Président Bush déclarait que les États-Unis allaient ouvrir une nouvelle ère au Moyen-Orient. Deux ans plus tard, l'Irak reste déstabilisé. Les rumeurs de conflits s'amplifient du côté de l'Iran. La Palestine reste embrasée. Bref, rien n'est réglé.**

## Le borbier

En Irak, l'Alliance irakienne unie dirigée par Ibrahim Jaafari, qui avait fait sa campagne électorale sur le mot d'ordre de la «fin de l'occupation», refuse d'être le pion de Washington. La situation se complique du fait que de nombreuses régions sont contrôlées par des forces hostiles à l'occupation. Ainsi, la gouvernance irakienne échappe aux Américains, ce qui ne veut pas dire que l'opposition armée est en mesure de gagner. Efficace militairement, elle reste sans programme ni direction et avec une légitimité douteuse. Elle peut ce-

pendant continuer d'être un énorme empêchement de tourner en rond. Entre-temps, les «alliés» ukrainiens, polonais, italiens et autres quittent le navire, à petits pas ou de façon évidente.

## Règlements de compte

À Washington, les «réalpolitiques» prennent le dessus sur les «néoconservateurs» et demandent des changements. Les options sont multiples : «irakiser» la guerre, mais cela n'avance pas trop du fait de la faiblesse de l'armée irakienne ; procéder au découpage de l'Irak, à la manière israélienne, avec des territoires «ethnifiés» et «communautarisés» (chi'ites, sunnites, Kurdes, etc.). Ce qui est problématique car cela ne conduirait pas, du moins à court terme, à restabiliser le pays. Parallèlement, les Américains ont entrepris des négociations avec les insurgés pour coopter ces anciens commandants de l'armée de Saddam, quitte à leur redonner une partie du contrôle du pays. Cela aussi est difficile car les autres communautés irakiennes, ne veulent rien entendre d'une «solution» qui réintégrerait l'ancien régime dans le pouvoir.



## Penser l'impensable

Mais l'option la plus réaliste serait de négocier sérieusement avec les forces politiques irakiennes et leur laisser la capacité de reconstruire des alliances. Cela voudrait dire aussi négocier avec l'Iran et mettre de côté le rêve des néoconservateurs de refaire la carte politique du Moyen-Orient. Ce qui voudrait dire aussi de remettre l'Union européenne dans le coup. Pour le moment à Washington, personne n'est rendu à cette «extrémité», qui serait un véritable aveu d'échec de l'administration Bush. On espère qu'avec le temps l'insurrection s'essoufflera, que l'Iran va implorer, que les Européens vont se ranger, et d'autres choses «miraculeuses» encore.

**Pierre Baudet**

## Alter-Inter dans l'« arc des tempêtes »

Alter-Inter travaille dans ce vaste « arc des tempêtes » qui s'étend des confins de l'Asie de l'est en passant par l'Asie du sud et centrale jusqu'au Moyen-Orient et l'Afrique du Nord.

Dans des pays comme l'Indonésie, l'Afghanistan, l'Irak, la Palestine, l'Égypte, le Maroc, les enjeux sont énormes pour le mouvement altermondialiste qui combat sur deux « fronts » en même temps : la lutte contre la militarisation et la domination impérialiste américaine; la lutte pour la démocratie et les droits des peuples contre des régimes et des oligarchies locales sans foi ni loi.

Pour plus d'informations, consultez notre site internet et voyez le dossier étoffé sur l'« arc des tempêtes ».





# Un autobus pour la paix

En 1948, la fracassante partition de l'Inde et du Pakistan cassait en deux toute la région y compris l'État du Cachemire. Cette tragédie a mis mal le peuple cachmiri, mais aussi toute cette région du nord de l'Inde où le concept de frontière entre deux pays est apparu comme une énorme déchirure. Depuis, entre Srinagar (la capitale de la partie du Cachemire rattaché à l'Inde) et Muzzafarabad (la capitale de la province du Cachemire qui fait partie du Pakistan), s'est érigé une sorte de « mur de Berlin » militarisé et dangereux.

## Détente

Depuis quelques années toutefois, la situation a commencé à bouger. Le gouvernement indien précédent dominé par la droite (BJP) a constaté que la guerre avec le Pakistan était autant absurde qu'impopulaire. Lors d'un show médiatique, le Premier Ministre de l'époque, Atal Behari Vajpayee, a voyagé en autobus entre l'Inde et la grande ville du Penjab pakistanais, Lahore. Mais l'an passé, la droite a été renversée au Parlement indien par une alliance centre-gauche, ce qui a relancé le processus de paix entre le Président pakistanais



Musharraf et le Premier Ministre indien Singh. Aujourd'hui, le mouvement pour la paix tente d'élargir la brèche. Ce n'est pas évident considérant le fait que les affrontements ont presque déclenché un tir de missiles nucléaires entre les deux pays en 2001 !

## Traverser la frontière de l'histoire

Je suis moi-même né au Cachemire et je me souviens comment on vivait dans cette partie du monde avant la « tempête » de 1948. Aussi au début d'avril quand est apparue la possibilité d'organiser un « autobus de la paix » pour traverser la frontière maudite, je me suis précipité vers ma ville natale. Le 6 avril, la tension était électrique à la suite de menaces proférées par des organisations anti-processus de paix. Quelques heures avant le départ, la rumeur était que le Premier Ministre indien et la dirigeante du Congress Party Sonia Gandhi allaient annuler leur venue à Srinagar. Mais le 7 avril au matin, ils étaient là pour saluer les passagers de l'autobus historique devant une armée de journalistes. À 15 heures, nous avons franchi la frontière et quelque temps après, nous sommes arrivés à Muzzafarabad en croisant un autobus qui avait fait le chemin inverse vers Srinagar. Le 7 avril dernier, la paix a gagné une manche. Pour la première fois depuis longtemps, les deux gouvernements négocient sérieusement, en impliquant également les partis cachmiris (pro ou anti indépendance). Nous qui avons milité tellement longtemps pour cette cause sentons que la victoire est à notre portée.

### Par Vinod Raina

*Raina est le secrétaire général du BGVS, un mouvement populaire d'envergure nationale en Inde et basé à Delhi et un des militants actifs du Pakistan-India People's Peace Forum, qui regroupe des militants pacifistes indiens et pakistanais.*



# L'« autre » Europe persiste et signe

**Les Français ont dit non massivement. Les Néerlandais de même. Les altermondialistes qui ont eu un succès immense à soulever le débat n'ont pas ignoré les risques de faire franchir un seuil à la crise européenne et de renforcer les forces centrifuges existantes. Et aussi de renforcer les tendances nationalistes dans nos sociétés. Mais ils ont jugé que les risques d'accentuer une dérive de l'Europe vers des positions néolibérales et atlantistes étaient plus graves. Cette évolution est engagée depuis 1979 avec le passage à la phase néolibérale de la mondialisation, confirmée par l'Acte unique de 1986 et accélérée par la conduite de l'élargissement. Le risque de cette dérive est de couper encore plus les peuples de l'idée européenne et de la construction de l'Europe.**

## Enfin un débat

Les électeurs ont rejeté le traité constitutionnel et sa philosophie néolibérale, dont une majorité des électeurs de gauche traditionnels ((71% des ouvriers, 66% des employés). Les positions nationalistes et d'extrême droite ont été minorisées même si elles restent présentes et dangereuses dans l'ensemble de l'opinion (questions de l'immigration et de la Turquie). Les altermondialistes ont refusé d'être enfermés dans le dilemme pour ou contre l'Europe en affirmant leur volonté de construire une autre Europe. En fait, le débat a largement porté sur les réformes néolibérales organisant l'injustice sociale et renforçant les inégalités. Le refus des électeurs a été le refus de ces réformes, en même temps que celui d'une certaine « classe politique » et des « élites ». En cela la mobilisation en France prolonge la vague des mouvements de 1994 et 1995 qui avaient en Italie, en France et en Allemagne, marqué un coup d'arrêt des remises en cause des systèmes de protection sociale, la prise de conscience des politiques de précarisation et l'émergence d'une nouvelle phase de l'altermondialisation.

## Le roi est nu

Le non des masses révèle la crise de l'Europe, malmené par ses élites qui voient l'euro-péanisation ou l'harmonisation comme un moyen pour attaquer les acquis sociaux, une sorte de dumping social et fiscal. Parallèlement, l'Europe officielle choisit l'ancre géopolitique dans le bloc dominant sous hégémonie américaine. On vient de le voir

avec l'«acceptation» par l'Europe de Paul Wolfowitz (chef des néoconservateurs américains) à la Banque mondiale en «échange» de la nomination du très néolibéral français Lamy à la tête de l'OMC. À cette Europe-Là, on dit non. Maintenant que le travail a été fait, il nous revient de participer à la définition avec les peuples européens, avec les peuples du monde, d'une Europe solidaire, démocratique, sociale, écologique, indépendante et internationaliste.

## Gustave Massiah

Massiah co-préside le CÉDÉTIM et l'Initiative pour un autre monde (IPAM) à Paris



## Aller plus loin

Le Non français a été perçu, dans un certain nombre d'opinions européennes ou extra-européennes, comme signifiant l'abandon de l'idée d'Europe puissance ou en tout cas d'Europe susceptible de contrebalancer l'hyper-puissance américaine. Cette perception est troublante quand on sait que la plupart des partisans du Non avaient une visée exactement inverse ! En fait, l'Europe sinon « puissance » (ce qui n'est pas forcément souhaitable), du moins actrice mondiale et médiatrice, a démontré qu'elle ne voulait pas exister à travers son incapacité à empêcher les guerres yougoslaves et à faire aboutir le processus israélo-palestinien à une paix juste et durable. Le TCE aurait-il pu contribuer à réveiller cette belle endormie ? Rien n'est moins sûr. Par contre il devient aujourd'hui vital, après leur succès, pour les partisans du Non de gauche français et leurs alliés en Europe de définir leur projet d'Europe actrice, capable de répondre au besoin « d'assurance » des peuples de l'Est Européen autrement qu'avec l'OTAN sous hégémonie américaine, au besoin de « médiation » des peuples du voisinage immédiat, du Maroc au Caucase, au besoin de justice des peuples du monde. Cela demande une autre ambition que celle d'un anti-américanisme rituel chez les militants, servant trop souvent d'alibi dans les sociétés à une égoïste volonté de « neutralité à la Suisse ».

## Bernard Dréano

Animateur de l'Assemblée européenne des citoyens (HCA)



# Bolivie : chronique de l'insurrection rampante

La Bolivie retient son souffle. Une insurrection «rampante», multiforme, de masse (500 000 paysans et ouvriers qui occupent les principales artères du pays) poursuit son cours impétueux. Ceux d'en bas ne veulent plus, ceux d'en haut ne peuvent plus. On a déjà vu cela ailleurs et en d'autres temps. Que peut-il arriver ? Comme le disait Groucho Marx, «on peut tout prévoir sauf l'avenir».

## Le fond de l'air est rouge

Depuis mai, les insurgés ont gagné en confiance et remettent cela. Comme en Argentine, comme en Équateur, l'opinion est survoltée. «*Que se vayan todos*» ! Les élites politiques et économiques, locales et étrangères, sont totalement discréditées. À La Paz et dans les autres grandes villes comme Cochabamba et Oruro se dessine un siège lourd et menaçant. Les manifestants sont organisés en contingents : paysans et autochtones de la Fédération des Cocaleros et de l'Union bolivienne des paysans et des travailleurs, syndicalistes de l'historique Confédération ouvrière bolivienne (COB), sections organisées des barrios de l'Altiplano, comme la Fédération des associations de quartier d'El Alto. Et encore discrets mais puissants, les mineurs armés, comme lors de la révolution de 1952.

## Qui va déclencher la guerre civile ?

Depuis des mois, la classe dominante tergiverse entre la répression et la cooptation. Tuer ces bâtards d'Indios est bien sûr à l'ordre du jour, mais comment faire ? Dans l'armée circulent les idées populistes. On y trouve davantage d'aspirants Hugo Chavez que de futurs Pinochet. Pas facile dans ce contexte de programmer le massacre. Dans les provinces orientales, des milices armées sont en place sous la gouverne des entreprises pétrolières. Mais même à Santa Cruz (capitale orientale de la Bolivie), les masses sont dans la rue, alertes, organisées, vigilantes.

## Gagner du temps

Le Président Mesa a bien vu que le rapport de forces est en train de changer et aussi, il a avec sa démission négocié un possible atterrissage en douceur. Celui-ci dépend dans une large mesure de l'intégration dans le système politique du principal parti d'opposition, le MAS, et de son charismatique dirigeant, Évo Morales. Ce

«dialogue» qui dure depuis quelque temps vise à coincer Morales dans un «pacte national», vivement encouragé par la hiérarchie catholique. Dans ce scénario, Morales doit abandonner la revendication populaire de la nationalisation du gaz et du pétrole, en «échange» d'une augmentation des royalties payées par les multinationales. Plus facile à dire qu'à faire. L'insurrection rampante a renversé deux gouvernements en moins de six mois (celui de Mesa et celui de Sánchez de Lozada, un voyou et un voleur qu'avaient imposé le FMI et Washington). Des quantités invraisemblables de paysans et d'ouvriers sont soulevées et ne veulent rien entendre d'un «accommodement raisonnable».



## Les mouvements mènent le jeu

Autre facteur non négligeable, la relation traditionnelle entre la «direction politique» (les partis) et les mouvements sociaux, hiérarchique, verticaliste et autoritaire a été cassée : en Bolivie, ces mouvements déterminent eux-mêmes l'agenda politique et même le charisme de Évo Morales ne change rien à ce fait que plus personne n'accepte d'être une simple «courroie de transmission». Les différentes organisations populaires ont donc atteint un niveau d'organisation et d'articulation exceptionnel. Mais le MAS, de loin le principal mouvement politique à gauche, navigue à vue. Évo Morales (vaincu lors la dernière élection présidentielle en 2002 par une gigantesque fraude électorale) n'est pas enclin à amener l'insurrection jusqu'au bout. En partie par-

ce que Morales sait qu'on serait prêts dans les beaux quartiers de la capitale à lui céder le pouvoir, à condition qu'il s'engage à respecter les «règles du jeu» et à «civiliser» un mouvement déchaîné qui contrôle déjà une grande partie du pays.

## Géopolitique à géométrie variable

À Washington pendant ce temps, l'ambiguïté demeure. D'un côté, le plan stratégique pour remettre au pas l'Amérique du Sud et en particulier les Andes bat de l'aile, en bonne partie parce que le «Plan Columbia» pour détruire l'infrastructure de la guérilla n'est pas performant. De l'autre, on prend note que le vent pousse fort vers les secteurs de centre-gauche qui gagnent les élections un peu partout (Brésil, Argentine, Uruguay, etc.). Les «néoconservateurs» autour de Bush sont malmenés et les «réalpolitiques» réaffirment qu'il faut compromiser, quitte à amadouer ces néoréformistes latins comme Morales.

## Les Andes impétueuses

Les événements de Bolivie ont une immense répercussion sur la région andine. D'autant plus que la période «noire» du mouvement social péruvien matraqué par la répression étatique et manipulée par Sendero Luminoso tout au long des années 1980 est en voie d'être résorbée alors que se développent à nouveau les mouvements populaires. En Équateur, le gouvernement ne tient que par la peau des dents et les autochtones qui avaient été manipulés lors des dernières élections sont dans une phase ascendante et sont électrisés par l'insurrection bolivienne qui est menée par leurs frères aymaras et quechuas Au-delà des Andes, l'impact de l'insurrection rampante bolivienne est aussi très grand, au moment où le Brésil, le Venezuela, l'Argentine, sont la scène de grandes mobilisations.

## À l'assaut du ciel ?

Le gouvernement, mais plus fondamentalement l'État et la classe dominante, sont à terre en Bolivie. Est-ce que le mouvement populaire et la gauche seront assez audacieux pour le ramasser dans le caniveau ? Extraordinairement organisé et militant, le mouvement se cherche une direction stratégique. Comme ailleurs, le «grand compromis historique» avec lequel on veut coopter le mouvement est tentant, puisque déclencher la guerre civile «par en bas» est une opération à haut risque. Mais en Bolivie, l'élite et l'impérialisme se sont construits sur un véritable apartheid social qui non seulement exploite et pille, mais nie même la citoyenneté de la majorité de la population. Aujourd'hui ces damnés de la terre disent clairement basta tout en s'interrogeant sur leurs capacités de «monter à l'assaut du ciel» ...

**Correspondance**



# La bataille du FSM au Maroc

Lors du dernier Forum social du Maroc en juillet dernier, les 1500 participant-es ont affirmé leur volonté d'organiser un Forum social mondial. C'est une aventure qui découle de notre volonté de mettre à disposition des mouvements sociaux au Maroc, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, la richesse des expériences du mouvement altermondialiste et de renforcer le processus de « mondialisation de l'altermondialisation » en lui donnant une plus forte coloration et une dimension méditerranéenne, africaine, amazigh et arabe.

À la suite de cet appel, nous avons cependant rencontré de gros défis. Le problème le plus grave est survenu du fait de l'opposition du gouvernement marocain à la tenue du FSM au Maroc. Ce refus doit être compris en ligne avec les politiques actuelles d'un gouvernement pris dans l'étau des choix intrinsèques de libéralisation et de démocratisation, et confronté à une montée en puissance des mouvements revendicatifs du fait de la dégradation sociale et de l'élargissement des espaces de libertés. Bref, les autorités marocaines ont réalisé qu'elles ne pouvaient se permettre non seulement d'autoriser mais de soutenir un espace qui rassemblerait des dizaines de milliers de personnes susceptibles de donner une plus grande visibilité à leurs actions et de donner une dimension internationale à leurs revendications. La bataille n'est cependant pas terminée. Les mouvements sociaux ont renforcé leur cohésion dans ce débat et sont davantage mis en réseau à travers la région, notamment au Maroc, en Tunisie, en Algérie. Comme le déclare le communiqué du comité du FSMaroc du 4 Mai 2005, « *Le processus continue, La mobilisation aussi* ». Les associations et les syndicats engagés dans le processus se considèrent partie intégrante de l'action internationale et affirment leur adhésion aux dynamiques sociales mondiales qui luttent pour un autre monde, un monde de paix, de démocratie, de répartition et d'accès équitables aux richesses et au savoir. Le chemin est long et tortueux, mais nous y arriverons. Et la Lutta continua

**Kamal Lahbib**

Lahbib coordonne le Forum marocain des alternatives sud, une des associations les plus engagées auprès du Forum social du Maroc



## Vers le Forum social maghrébin

L'organisation de deux Forums sociaux au Maroc, les multiples appels et initiatives pour la constitution d'un Forum Social Tunisien ainsi que le lancement du Forum Social Algérien sont autant de tentatives pour l'ancrage de la dynamique sociale au niveau local et régional. La dimension maghrébine n'est pas un concept creux, ni une vue de l'esprit, elle correspond non seulement à une histoire séculaire brisée par les guerres coloniales, mais elle est une nécessité conjoncturelle face à l'offensive européenne et les tentatives américaines de passer des accords bilatéraux avec les pays de la région. L'échec des États de la région à réaliser l'unité du Maghreb, les conflits régionaux nous mettent dans l'obligation de recherche d'alternatives pour créer un espace maghrébin de paix, de prospérité et de démocratie. C'est pourquoi nous appelons à l'organisation d'un Forum Social Maghrébin à même de contribuer par la confrontation et le débat démocratique à construire des alternatives face à la logique d'exclusion et aux choix sécuritaires des gouvernants et de formuler des propositions concrètes articulées à des actions efficaces pour que les droits fondamentaux des populations, dans leur diversité, l'emportent sur les intérêts sécuritaires, financiers et commerciaux. Ce Forum social doit permettre la convergence des mouvements sociaux, associations, syndicats, mouvements pacifistes et élaborer des politiques sur la paix et la sécurité collective dans le monde, l'exercice de la démocratie et de la citoyenneté, la distribution de la richesse produite, le contenu des politiques des États de la région ...

*Appel lancé par le Comité du Forum Social Maroc, le Comité du Forum Social Algérien, les Comités initiateurs des appels pour FSTunisien et des plateformes de l'immigration maghrébine.*

# « Sédition »

L'hiver sud-africain ouvre généralement la saison des mobilisations sociales.

L'an passé en août, des milliers de manifestants sont descendus sur l'autoroute en face de Harriismith, une ville endormie de l'Orange Free State. Ils ont rappelé à tout le monde que, dix ans après la fin de l'apartheid, la lutte pour la démocratie continue en Afrique du Sud.

« La vie meilleure pour tous » promise par l'ANC reste un rêve lointain. Comme des logements décents et l'accès aux services de base comme l'eau et l'électricité, captés par la froide « logique » du marché. Face à cette



Le nombre d'abris de fortune va augmenter de 1,9 million en 2001 à 2,4 millions d'ici 2008 selon une nouvelle recherche réalisée par l'Université de Durban. En 1995, 28% de la population vivait en dessous du seuil de la pauvreté. En 2001, ce pourcentage a grimpé à 33%. Depuis le début de juin, les manifestations se multiplient, notamment à Cape Town et Port Elizabeth, où les populations des bidonvilles environnants ont bloqué les routes et les accès aux aéroports.

mobilisation, la réponse de l'État a été sans équivoque. On avait l'impression en fait de revenir en arrière : des policiers attaquaient sauvagement les manifestants avec toute la panoplie de la répression : un manifestant assassiné par la police, des dizaines de matraqués et de blessés, et en plus, la mise en accusation de ceux que les forces de l'« ordre » ont identifié comme les leaders pour de « violence publique » et sédition (une première en Afrique du Sud « post-apartheid »).

## Une nouvelle génération de la résistance

Les événements de Harriismith s'inscrivent dans une évolution qui a commencé en 1996 lorsque l'ANC a adopté un programme néolibéral, le Growth Employment and Redistribution Strategy (GEAR), formulé en fait par des « experts » de la Banque mondiale. Pour un temps, le charismatique Nelson Mandela a réussi à tourner le débat en attaquant la « méchante » gauche « irresponsable » et en affirmant d'emblée que le GEAR n'était tout simplement pas « négociable ». Mais peu après, le programme de « marchandisation » des biens sociaux (notamment le logement, l'eau et l'électricité) a été rejeté. Une nouvelle génération de mouvements populaires a surgi un peu partout, comme le « Soweto Anti-Privatization Forum », qui lutte contre les expulsions et les coupures de services. En plus de s'opposer à ces politiques, l'APF organise des équipes qui « rebranchent » les familles déconnectées par les entreprises d'eau et d'électricité qui coupent les services faute de paiement. Une « auto-réduction » pratiquée par des milliers de gens.

## En 2005 on remet cela

Aujourd'hui en ce début d'hiver, des rues, des routes, des édifices publics sont occupés par les sans-logis, les sans-travail, les sans-chemises, « Les biens essentiels ne sont pas une marchandise », disent les manifestants de tous les âges. Face à la répression, la détermination est frappante. Le gouvernement vient de laisser tomber l'accusation de « sédition » contre les manifestants de Harriismith mais continue d'affirmer la « rationalité » du GEAR. « Ce sont les gens qui sont responsables de la pauvreté et dans l'« intérêt national », il faut endurer ». Ça va barder !

**Par Ahmed Veriava**

Salooje coordonne RED, un réseau de soutien et d'animation du mouvement populaire en Afrique du Sud.

## Le mouvement social nigérien à l'heure du bilan

À l'appel des organisations des organisations populaires de la société civile, plus de 100 000 personnes ont manifesté le 15 mars dans les rues de la capitale contre ces politiques néolibérales du président Mamadou Tandja réélu en 4 décembre dernier. Du 22 au 31 mars, une grève générale a paralysé le pays. Paysans, ouvriers, étudiants, micro-entrepreneurs, fonctionnaires, tout le monde était au rendez-vous dans le cadre de l'« Opération pays mort »...

## Lendemain de veille

Le 19 avril, le gouvernement et la Coalition « contre la vie chère » (qui avait fait partie de l'organisation de la grève) ont signé un accord qui ne remet nullement en cause les choix budgétaires opérés par le gouvernement que lui a « conseillé » le FMI. Des gains ont cependant été marqués comme la suppression de la TVA sur le lait et la farine de blé. La grogne est encore palpable, car les citoyens savent que cette taxe anti-populaire (19% sur les produits de base) sert d'abord et avant tout à rembourser la dette. Au regard de l'importance des questions soulevées, il apparaît clairement que l'accord signé par la Coalition permet au gouvernement d'accroître la pression fiscale sur le secteur informel, dont les opérateurs ont pourtant pris une part active à la lutte. En visite au Niger, le directeur général du FMI a d'ailleurs rassuré les autorités de son soutien.

## Partie remise

Aujourd'hui, la Coordination démocratique de la société civile nigérienne (CDSCN) continue de mobiliser les citoyens contre les politiques néolibérales. Le défi est immense, les moyens très modestes et les traditionnelles divisions du mouvement social (villes-campagnes, régionalismes, secteur informel-secteur formel, etc.) assez vives, comme le démontrent les revirements récents de certains secteurs, notamment des organisations syndicales. Pour le moment, Tandja se sent suffisamment hardi pour affronter la CDSCN, qui multiplie les manifestations pour exiger la distribution de vivres aux quatre millions de Nigériens en proie à la famine. Autrement, c'est partie remise.

**Moussa Tchangari**

Tchangari coordonne Alternative-Niger, une organisation d'éducation populaire à Niamey.